



## Agenda

## Lundi 27 novembre 2017

-15h : Élection d'un correspondant (section Économie politique, Statistique et Finances) et communication d'**Herman VAN ROMPUY**, ancien Président du Conseil européen : « *Quelles sont les évolutions nécessaires pour assurer la pérennité de l'Union monétaire européenne ?* »

-Comité secret

-Réunion du groupe de travail « Nouvelles technologies et société » (salle 4)

## Lundi 4 décembre 2017

-10h30 : groupe de travail « Humanisme et mondialisation » (salle 4).

-12h30 : réunion de la section Économie politique, Statistique et Finances (salle 3)

-14h15 : réunion de la commission administrative (salle 4).

-15h : Élection d'un membre titulaire au fauteuil laissé vacant par le décès de **Jean Mesnard** (section Philosophie) et communication d'**Hakim EL KAROUI**, essayiste et consultant : « *Comment faire régresser le fondamentalisme musulman dans notre pays ?* »

## Lundi 11 décembre 2017

-15h : **Étienne WASMER**, professeur à Sciences-Po : « *Assurer un logement aux jeunes ménages : comment réformer notre politique de logement ?* »

## Lundi 18 décembre 2017

-12h30 : Déjeuner en l'honneur du Président (salon Édouard Bonnefous).

-15h : **Jean TIROLE**, membre de l'Académie des sciences morales et politiques : « *Les Français et l'économie* ».



## Lundi 8 janvier 2018

-10h30 : réunion du groupe de travail « Humanisme et mondialisation » (salle 4)

-15h : **Jean BAECHLER**, membre de l'Académie des sciences morales et politiques : « *Introduction à l'opinion publique* ».

-Réunion de la commission *ad hoc* chargée de la réforme du règlement.

## Séance du lundi 20 novembre

Après approbation du procès-verbal de la séance du lundi 6 novembre, le président **Michel Pébereau** a accueilli **Yves Schwartz** professeur émérite de philosophie de l'université d'Aix-Marseille, élu le 9 octobre dernier membre correspondant de la section Philosophie. Le président a notamment rappelé la contribution d'Yves Schwartz à la compréhension du travail humain. Le nouveau correspondant a remercié les académiciens de l'honneur qui lui était fait. Il a rendu hommage à son directeur de thèse **François Dagognet**, auquel il succède comme correspondant, et à **Bernard Bourgeois**. Il a dit sa disponibilité pour les travaux à venir de l'Académie. **Pierre Delvolvé** a déposé un recueil d'articles de son confrère **François Terré**, *Horizons du droit* (Paris, Dalloz, 2017, 218 p.).

Après une brève introduction, le président a alors cédé la parole à son confrère **Jacques de Larosière**, pour traiter d'un sujet macroéconomique d'actualité : « La création massive de monnaie à l'échelle mondiale présente des avantages, mais aussi des inconvénients. Comment la contrôler ? » L'accroissement du nombre des liquidités est un phénomène majeur de l'économie mondiale depuis une quarantaine d'années. Il s'est traduit par un quintuplement des réserves officielles des banques centrales, mais surtout par une explosion de la liquidité privée, que J. de Larosière définit comme « l'ensemble des moyens mis à la disposition des agents économiques (non financiers) par le système bancaire mondial ». Les avantages de cette « financiarisation » de l'économie internationale ne sont pas évidents. Sans doute l'injection de liquidité est-elle susceptible de soutenir la relance de la demande, selon les enseignements de Keynes, mais cette relation n'est pas valable à toutes les époques ni pour toutes les économies. La dérégulation dans laquelle se sont engagées les économies occidentales dans les années 1980, en finançant la croissance par l'endettement, a encouragé la prise de risques et favorisé la formation de bulles spéculatives, alors que l'intégration mondiale des marchés financiers augmentait la probabilité d'une contagion à l'échelle de la planète, ce qui s'est vérifié en 2007-2008 avec la crise des *subprimes* puis la faillite de Lehman Brothers. La réponse à ces épisodes a été le recours à des politiques monétaires accommodantes, ce qui a empêché l'effondrement de l'ensemble du système, mais le laisse très vulnérable. Les inconvénients, sur le long terme, l'emportent donc sur les effets bénéfiques.

Pour Jacques de Larosière, cette situation met en évidence l'absence d'un système monétaire international, qui assurerait la nécessaire cohésion entre les politiques monétaires, et qui pourrait être assis sur un panier de monnaies-étalon, afin de refléter le polycentrisme de l'économie mondiale. Cette perspective se heurtant toutefois aux réticences des États, l'académicien avance des propositions alternatives : renforcer le rôle et les moyens des instances de surveillance macroéconomiques mises en place depuis 2007-2008, intensifier la concertation entre acteurs de la politique monétaire et limiter les flux de capitaux à très court terme, qui sont ceux qui ont les effets les plus déstabilisateurs. Il montre, pour conclure, que ces questions ne sont pas seulement techniques, mais renvoient à une dimension morale et politique. La faiblesse de la croissance dans les économies avancées, explique-t-il, a ses causes dans leur déclin démographique et la stagnation de leurs gains de productivité. « Au lieu de le reconnaître et de s'efforcer de traiter les causes structurelles du ralentissement de la croissance tout en cherchant à restaurer les équilibres fondamentaux, on a préféré "jeter de l'argent aux problèmes" en augmentant sans cesse la création monétaire, les déficits, l'endettement, et le risque de bulles. » Il importe donc que le débat soit clairement posé par les démocraties, pour que de telles politiques, si elles devaient être poursuivies, le soient en toute connaissance de cause.

À l'issue de sa communication, **Jacques de Larosière** a répondu aux questions que lui ont posées **Denis Kessler**, **Jean Baechler**, **Jean-David Levitte**, **Georges-Henri Soutou**, **Laurent Stefanini**, **Jean-Claude Casanova**, **Jean-François Mattei**, **Mireille Delmas-Marty** et **Yvon Gattaz**.

## Dans la presse et sur les ondes

- « Dernière ligne de défense de l'homme » : c'est sous ce titre qu'Éric Zemmour recense dans *Le Figaro* du 9 novembre *Questions de conscience*, le dernier ouvrage de **Jean-François Mattei**. Ce dernier, écrit-il, « incarne une certaine conception de la médecine, très française, qui repose sur la gratuité et l'égalité. [...] Une conception qui repose sur un humanisme chrétien pour qui *"le corps est bien la personne qui l'habite"* ; pour qui le corps n'est pas une marchandise ; pour qui tous les hommes sont égaux, car créatures divines, même si elles rejettent Dieu. » C'est cette conception qui est aujourd'hui menacée et que défend J.-F. Mattei, en rappelant ses fondements : « La tradition humaniste lui permet d'accumuler des doutes, des réflexions, des citations. Il nous prie de nous interroger sur la nécessité de retrouver le sens de l'indisponibilité alors que des décennies de publicité et de consumérisme nous ont transformés en consommateurs capricieux et impérieux. [...] Il dénonce le transhumanisme comme un *"totalitarisme de la technique"*, mais il espère secrètement que ce seront justement les limites de la technique qui rendront impossibles les fantasmes de *"téléchargement cérébral"*, qui permettrait de s'émanciper de notre corps. »

- **Jean-Claude Trichet** était à Genève le 9 novembre pour une conférence au Centre International d'Études Monétaires et Bancaires (CIMB) sur le thème de la gouvernance de la zone euro. Il a accordé le même jour un entretien à Mathilde Farine pour le journal suisse *Le Temps*, sous le titre « Nous sommes plus vulnérables à une crise financière mondiale qu'en 2008 ». Une affirmation étayée par le niveau de l'endettement global en proportion du PIB consolidé de la planète, dont l'augmentation est désormais en partie le fait des pays émergents, ce qui est un phénomène nouveau. J.-Cl. Trichet juge cette situation préoccupante, alors qu'il serait possible de recourir davantage à des fonds propres pour financer les entreprises. Il a défendu l'action des banques centrales à la suite de la crise de 2007-2008, mais a rappelé que les politiques accommodantes ne pouvaient durer éternellement, du fait de leurs effets pervers. C'est pourquoi il a invité à une responsabilisation de tous les acteurs de l'économie, qui passe par la mise en place de réformes de fond. Le 14 novembre, il était à Francfort où il a prononcé un discours sur l'avenir de l'Europe, à l'occasion de la semaine financière, avant de répondre le lendemain aux questions de CNBC.

- « Mais où va donc l'inflation ? », éditorial de **Denis Kessler** pour *Challenges* du 9 novembre. « L'inflation, écrit-il, nous aura surpris tout au long de la crise financière » par sa stabilité. Sa faiblesse actuelle, en contexte de reprise, étonne également, et met à mal les équations traditionnellement établies dans le domaine macroéconomique. Le patron de SCOR recense les différents facteurs susceptibles d'expliquer cette situation : un cours des matières premières, du pétrole et des produits alimentaires contracyclique par rapport à la conjoncture mondiale, la robotisation et la digitalisation des entreprises, à l'origine d'une baisse du coût des investissements et des salaires, des liquidités en nette augmentation mais davantage investies dans des placements sans risque que dans l'économie réelle, et des politiques monétaires non conventionnelles qui ont jugulé l'inflation. La question est dès lors de savoir si la fin annoncée de ces politiques sera marquée par un retour aux schémas classiques ou si nous sommes entrés dans une nouvelle ère où le problème ne serait plus l'inflation mais la déflation. Il conclut : « Les relations entre monnaie, taux d'intérêt et économie réelle changent. La politique monétaire doit donc être repensée. Et le retour à une normalité économique et monétaire d'avant-crise semble en partie illusoire. » Denis Kessler était également l'invité de David Pujadas dans l'émission « 24h Pujadas » sur LCI le 15 novembre. Il a jugé que les mesures prises par le nouveau gouvernement allaient dans le bon sens et permettaient à la France de sortir de la morosité, mais qu'il y avait encore beaucoup à faire pour rattraper le retard de la production industrielle et adapter l'État aux réalités du XXI<sup>e</sup> siècle. Il a aussi détaillé les difficultés de l'heure à l'échelle mondiale : la question environnementale, la délicate transition des politiques monétaires non conventionnelles à des pratiques plus orthodoxes ou le poids de la dette publique et privée.

- Dans une tribune publiée par *Le Figaro* du 17 novembre sous le titre « Une Europe qui n'ait pas honte d'elle-même », **Chantal Delsol** se fait l'écho de la « Déclaration de Paris », initiative d'intellectuels européens réunis dans la capitale en juin de cette année (texte consultable en ligne sur le site <https://thetrueurope.eu>). Voici comment elle le présente : « Faire changer l'Europe : c'est peut-être un projet insurmontable et chimérique : mais c'est sans doute la seule opportunité qui s'offre à nous si nous voulons que l'Union européenne survive. [...] Les signataires ne sont pas des antieuropéens. Ils aiment l'Europe et l'affirment dans le prologue, mais non pas d'un amour administratif : par le cœur et par les tripes, en raison de la culture commune et de l'histoire commune, parfois même éprouvante. [...] L'institution européenne nous décrit une "fausse Europe" – sans histoire, sans racine, sans réalité : une sorte de fantôme idéologique. » Les auteurs du texte (parmi lesquels figurent Chantal Delsol, **Rémi Brague** et **Roger Scruton**) plaident pour une Europe qui n'ait pas peur de revendiquer ses racines et ses fondements, contre une conception dévoyée de l'ouverture à l'universel. « Les signataires de la Déclaration de Paris sont néoconservateurs. Ils récusent l'engagement systématique des instances européennes pour un libéralisme libertaire, sans que les peuples aient voix au chapitre. [...] Ils sont libéraux au sens de l'économie de marché, mais récusent une société de marché, où tout est à vendre y compris l'invendable. [...] Ils appellent à une Europe plus spirituelle, et non plus engluée dans le divertissement et la consommation – seules des aspirations plus élevées nous permettront de sortir du matérialisme. »

- Deux académiciens ont récemment présenté leurs dernières publications au micro de Canal Académie ([www.canalacademie.com](http://www.canalacademie.com)) : le chancelier de l'Institut **Gabriel de Broglie** pour *Impardonnable 20<sup>e</sup> siècle* chez Tallandier et le secrétaire perpétuel **Jean-Robert Pitte** pour *l'Atlas gastronomique de la France* (Armand Colin). On pourra aussi écouter la dernière chronique économique et financière de **Jacques de Larosière**, « Avantages et inconvénients de la création monétaire mondiale », qui reprend en partie le contenu de sa communication du 20 novembre devant l'Académie.

## À savoir

- **Mireille Delmas-Marty** est intervenue au colloque qui se tenait à Paris les 17 et 18 novembre à l'occasion des dix ans de la loi du 30 octobre 2007 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté. Les conclusions ont été données par **Bruno Cotte**.

- Du 23 et 25 novembre se tient à Paris le colloque « La Fayette nous voilà ! L'engagement américain en France 1917-1918 » La conclusion de ces journées a été confiée à **Georges-Henri Soutou**.